



JFR/SC

Communiqué

LES ÉDITEURS VEULENT-ILS L'ÉPREUVE DE FORCE ?

Les délégués de presse, réunis mardi 9 juin 2009 à la Maison du Livre, boulevard Auguste Blanqui, considèrent le projet d'accord collectif au plan de sauvegarde de l'emploi au sein des imprimeries de la presse quotidienne nationale comme une véritable provocation de la part des éditeurs.

Le dispositif « Imprime » présenté jeudi 4 juin dernier par le SPQN n'est autre qu'un plan de licenciements.

Alors que les imprimeries — et leur modernisation pour le développement de la charge de travail — sont un maillon essentiel à l'indépendance des titres et au pluralisme, les éditeurs veulent s'en désengager en jugeant cet outil industriel comme une entrave à leur croissance.

L'objectif unique est de transformer les centres d'impression en « centres de profits ». Pour ce faire et parvenir à une réduction des coûts de l'ordre de 40 %, ils remettent en cause les acquis sociaux : de la protection sociale aux conditions de travail. Atteindre les économies nécessaires à leur dessein passe par une réduction drastique de la masse salariale.

Le SGLCE refuse tout licenciement et ne négociera aucun dispositif avant qu'une analyse précise soit effectuée sur la modernisation des imprimeries, leur charge de travail et les effectifs nécessaires à la production.

Il demande qu'une étude prospective et concrète soit établie sur les possibilités de reclassement et les formations qu'il faut mettre en place pour les salariés qui souhaiteraient évoluer dans d'autres métiers de la profession.

Ce n'est qu'à partir de ces conclusions que les partenaires sociaux pourront entamer de véritables négociations.

C'est pour se faire entendre que, comme les 29 janvier et 19 mars derniers, le SGLCE appelle à un arrêt national des titres de PQN datés du 13 juin 2009 et à participer massivement à la manifestation unitaire du samedi 13 juin. Les éditeurs ont la responsabilité de ne pas s'engager dans une épreuve de forces mais bien dans la négociation.

**Rendez-vous samedi 13 juin à 14 heures,
Place de la Bastille à l'angle du Boulevard Saint-Antoine avec l'UD du Val de Marne.**

Paris, le 8 juin 2009